

**Communiqué de la fédération  
de l'Ain du Parti Communiste  
aux organisations syndicales de  
l'Education Nationale et aux  
associations de parents d'élèves**

Bourg en Bresse le 3 avril 2019



**Réforme du lycée, du baccalauréat, Parcoursup, suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022, projet de loi Blanquer « Pour l'école de la confiance ».**

Toutes ces réformes visent à casser le service public d'éducation et portent de graves régressions dont le but est d'économiser pour financer les mesures fiscales concédées aux grands groupes financiers ; de mettre l'école au service des intérêts de ceux-ci.

Elles font sauter à tous les niveaux les cadrages nationaux afin de renforcer une **éducation à deux vitesses** :

- de qualité pour les enfants de ceux qui pourront se la payer,
- dégradée pour les enfants des autres.

La liste est longue désormais des nombreux coups de force du ministre Blanquer :

- suppressions de postes mais explosion des heures supplémentaires,
- recours accru aux contractuels, donc aux emplois précaires,
- remise en cause des commissions paritaires et des CHSCT,
- spécialisation et mise en concurrence des établissements et des disciplines,
- inégalités territoriales renforcées,
- pression d'une orientation permanente,
- baccalauréat local discriminant dans Parcoursup,
- classes sursurchargées,
- financement des écoles privées par des fonds publics,
- intimidation pour faire taire les critiques du corps professoral à l'égard de ces réformes.

La fédération de l'Ain du Parti communiste français soutient les mobilisations des enseignants, des jeunes, des parents d'élèves et des élus locaux pour exiger un service public d'éducation qui réponde aux besoins du pays.

Elle se prononce pour :

- ✓ l'abandon des réformes du lycée et du baccalauréat, avec retrait du projet de loi « Pour l'école de la confiance »,
- ✓ l'abandon de Parcoursup et la mise en place d'un dispositif transparent et démocratique d'orientation post-bac assurant à tous l'orientation de son choix,
- ✓ l'arrêt des suppressions de poste et le recrutement massif dans le primaire, secondaire et supérieur pour répondre aux besoins et réduire le nombre d'élèves par classe,
- ✓ l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail des enseignants afin d'enrayer la crise du recrutement dans le métier d'enseignant
- ✓ la fin du processus d'autonomisation des établissements et le retour à un vrai cadrage national, seul élément à même de garantir un réel service public d'éducation sur tout le territoire
- ✓ la refonte des programmes dans un sens progressiste et humaniste répondant aux défis humains du XXI<sup>è</sup> siècle permettant l'épanouissement et la réussite de toutes et tous.